

LE GAZ VERT

« MADE IN PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR », ATOUT MAJEUR POUR RÉUSSIR LA DÉCARBONATION DE LA RÉGION



Sommaire

- p. 3** **Communiqué de presse :**
Le gaz, atout majeur de la décarbonation en
Provence-Alpes-Côte d’Azur
- p. 4** **GRDF, 1^{er} distributeur de gaz européen et acteur**
incontournable en Provence-Alpes-Côte d’Azur
- p. 6** **GRDF en Provence-Alpes-Côte d’Azur, retour sur l’année**
2022
- p. 7** **La place de la méthanisation en France et en**
Provence-Alpes-Côte d’Azur
- p. 9** **Les nouvelles filières de production de gaz verts en France**
et en Provence-Alpes-Côte d’Azur
- p. 10** **Les gaz verts #madeinProvenceAlpesCoted’Azur, atouts**
majeurs pour réussir la décarbonation de l’économie
- p. 11** **Des acteurs régionaux qui décarbonent grâce au gaz vert**
Témoignages de :
- **Olivier Bresson, Directeur adjoint GRDF région Sud-Est en charge de la région Provence-Alpes-Côte d’Azur**
 - **Jean-Philippe Banzé, Délégué marché d’affaires GRDF Sud-Est**
 - **Claude Chazalon, Chef de projet – EPAD OUEST PROVENCE**
 - **Etienne Richon, Chef du marché Industrie et Mobilité GNV et bioGNV GRDF Sud-Est**
 - **Loïc De Bergh, Directeur des Energies au sein d’Arkema**
 - **Philippe Roth, gérant Colis Route Express**
 - **Baptiste Vieville, Responsable de la transition énergétique et chargé de maintenance du parc au sein du groupe Galéo**

Le gaz, atout majeur de la décarbonation en Provence-Alpes-Côte d'Azur

D'ici à 2030, décarboner efficacement passe par plus de gaz et de gaz verts en usage direct aux côtés des autres énergies renouvelables. Comme l'a souligné Laurence Poirier-Dietz, directrice générale de GRDF, en mars dernier : « la dynamique des gaz verts confirme la capacité du gaz à s'inscrire pleinement dans une baisse durable des émissions de gaz à effet de serre ». Alors qu'il représente aujourd'hui 20 % des émissions de CO₂ en France, le gaz pourrait, à lui seul, contribuer à plus de 25 % aux efforts de décarbonation attendus en 2030 grâce à 3 leviers :

- L'efficacité énergétique avec le développement de chaudières à très haute performance énergétique susceptibles d'éviter l'émission de plusieurs millions de tonnes de CO₂ (800 000 pompes à chaleur hybrides pourraient être installées) ;
- La sobriété renforcée par le contexte énergétique ;
- Enfin, le développement des gaz verts avec le nécessaire soutien pour sécuriser la rentabilité des futurs projets. Aujourd'hui, en France, 555 sites de méthanisation sont en service pour un total de 9,8 TWh/an de capacités d'injection. A terme, la capacité de production de gaz vert pourrait atteindre l'équivalent de 11 réacteurs nucléaires en 2030.

Provence-Alpes-Côte d'Azur, une région à la pointe de l'innovation dans les gaz verts

Pour accompagner cette dynamique sur le territoire, GRDF s'appuie sur ses 746 collaborateurs et une politique d'investissement permanente avec plus de 49 millions d'investissement visant à moderniser le réseau, déployer des compteurs communicants et accompagner la transition énergétique.

Même si le potentiel de méthanisation est plus faible qu'ailleurs, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur participe activement à ce mouvement avec notamment la production de gaz verts à partir de boues de stations d'épuration avec la mise en service en 2022 des unités de méthanisation des stations d'épuration d'Aix la Pioline et d'Avignon La Courtine.

Comme le souligne Olivier Bresson, directeur adjoint

GRDFSud-Est, en charge de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : « Près de 40 projets de méthanisation sont à l'étude sur la région, représentant un potentiel d'injection correspondant au chauffage de 230 000 logements neufs à l'horizon 2028. La dynamique des gaz verts en Provence-Alpes-Côte d'Azur réside dans la capacité des acteurs du territoire que nous accompagnons au quotidien à la fois les collectivités pour les STEP, les agriculteurs comme c'est le cas avec Intervignes à Aix en Provence ou les industriels comme Prodarom, le syndicat national des fabricants de produits aromatiques à Grasse. »

GRDF accompagne également le développement de stations GNV et bioGNV pour couvrir le territoire (45 stations privées et publiques en Provence-Alpes-Côte d'Azur) pour permettre aux transporteurs de passagers et de marchandises de décarboner leur flotte avec cette énergie alternative et propre. Enfin, au quotidien, GRDF est force de conseil auprès des acteurs de l'immobilier et de l'industrie pour les conseiller dans leur stratégie de performance énergétique et participer ainsi à ce mouvement de décarbonation en Région.

L'innovation, c'est également la valorisation des biodéchets avec l'installation d'unités de méthanisation à proximité des grands bassins de population et la production de gaz verts de deuxième génération comme la pyrogazéification (utilisation des déchets de bois avec un projet à Istres à l'horizon 2025), la gazéification hydrothermale (une étude de faisabilité est en cours avec la communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins) ou la production et la distribution d'hydrogène.

« Notre rôle est de préparer la capacité d'injection à 3/5 ans en développant des solutions innovantes pour participer activement à la décarbonation du territoire. Le gaz a toute sa place dans ce mix énergétique futur. Doubler en 2023 la consommation de gaz vert sur la région PACA est notre objectif principal ».

GRDF, 1^{er} distributeur de gaz européen et acteur incontournable en Provence-Alpes-Côte d'Azur



11 millions de clients gaz raccordés au réseau exploité par GRDF, dont 706 000 en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Répartition par typologie de clients en Provence-Alpes-Côte d'Azur :



Un socle important de clients «résidentiels»



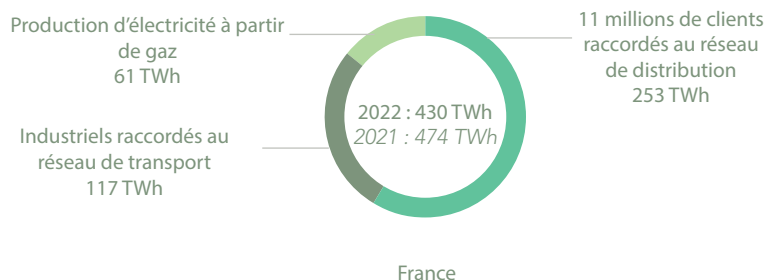
Les usages du gaz et du gaz vert sont multiples : chauffage, eau chaude, cuisson, process industriels ou encore mobilité.



GRDF exploite 205 809 km de réseau (le plus long d'Europe) dont 11 177 km pour les 293 communes desservies en gaz en Provence-Alpes-Côte d'Azur.



430 TWh de gaz consommés en France en 2022 dont 39 TWh en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

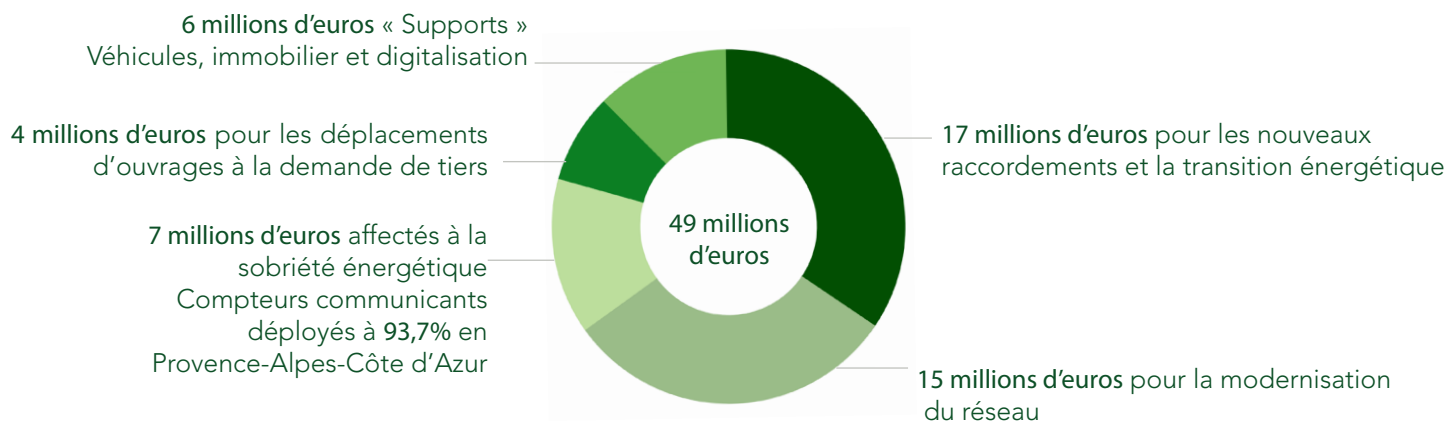


La consommation de gaz en Provence-Alpes-Côte d'Azur est équivalente à 7 réacteurs nucléaires.



11 400 salariés à GRDF, dont 746 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Une dynamique d'embauche forte en région avec 21 nouveaux embauchés en CDI en 2022 et 33 alternants en cours de formation.

Les investissements maintenus à un niveau historiquement élevé



Soit un total de 49 millions d'euros d'investissements en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2022.



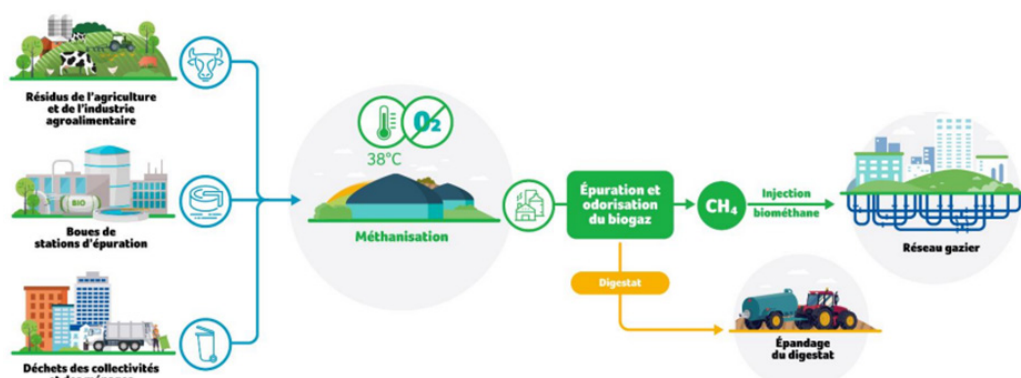
GRDF en Provence-Alpes-Côte d'Azur, retour sur l'année 2022

- ➔ Inauguration de l'unité de méthanisation de la STEP de La Pioline
Aix-en-Provence - 13
- ➔ Mise en service de l'unité de méthanisation de la STEP La Courtine
Avignon - 84
- ➔ Participation au Salon MED'AGRI
Avignon - 84
Le salon pro de l'agriculture méditerranéenne
- ➔ Inauguration d'une station publique BioGNV
Fuveau - 13
- ➔ Lancement du programme CIVIGAZ
Marseille - 13
Pour lutter contre la précarité énergétique en partenariat avec Médiance 13
- ➔ Lancement du concours itinérant « Méth'Agri Camp
Dans 10 départements des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne Rhône-Alpes
Concours pour réfléchir à la transition énergétique dans les lycées agricoles
- ➔ Matinale biodéchets avec Aix Marseille Provence Métropole
Châteauneuf-les-Martigues - 13
- ➔ Inauguration d'une station publique BioGNV
Arles - 13
- ➔ Signature du partenariat entre la Ville de Gap, la Chambre d'Agriculture des Hautes-Alpes et GRDF
Gap - Hautes-Alpes
Pour le développement de la méthanisation dans le département
- ➔ Participation aux Assises Azuréennes de la Transition Énergétique
Grasse - 06



La place du biométhane en France et en Provence-Alpes-Côte d'Azur

La méthanisation, une filière mature



Le biogaz est un gaz 100 % renouvelable produit localement à partir de résidus agricoles, d'effluents d'élevage et de déchets issus des territoires. Après épuration, il atteint le même niveau de qualité que le gaz naturel et peut donc être injecté dans les réseaux. On l'appelle alors biométhane ou gaz renouvelable. Son bilan carbone est quasi neutre.

Indépendance énergétique, création d'emplois, production d'engrais naturel... produire du gaz renouvelable, c'est plus que produire de l'énergie !

Au-delà des enjeux liés à l'énergie, à la réduction des émissions de CO₂ et à la valorisation des déchets, la méthanisation apporte des atouts incontestables et multiples :



Indépendance énergétique : les gaz renouvelables produits en France peuvent couvrir 20 % de la consommation de gaz dès 2030 ;



Développement d'une économie circulaire pour les territoires : développement d'une agriculture durable et pérenne ;



Création d'emplois non-délocalisables ;



Production d'un engrais naturel, le digestat, qui se substitue aux engrais minéraux d'origine fossile.

La place de la méthanisation en France

Au 1^{er} avril, 555 sites de méthanisation (capacité 9,8 TWh/an) sont raccordés aux réseaux gaziers, dont 459 au réseau exploité par GRDF. Soit l'équivalent de 2,5 millions de logements neufs chauffés au gaz.

La capacité de production de gaz verts pourrait atteindre l'équivalent de 11 réacteurs en 2030, en retenant l'objectif atteignable de 20 % de gaz verts.



➔ La France a le potentiel pour couvrir 100 % de sa consommation en gaz verts en 2050

Pour en savoir plus :

<https://act4gaz.grdf.fr/fiche-presse-biomethane-un-gaz-renouvelable-incontournable-la-transition-ecologique>

La place de la méthanisation en Provence-Alpes-Côte d'Azur

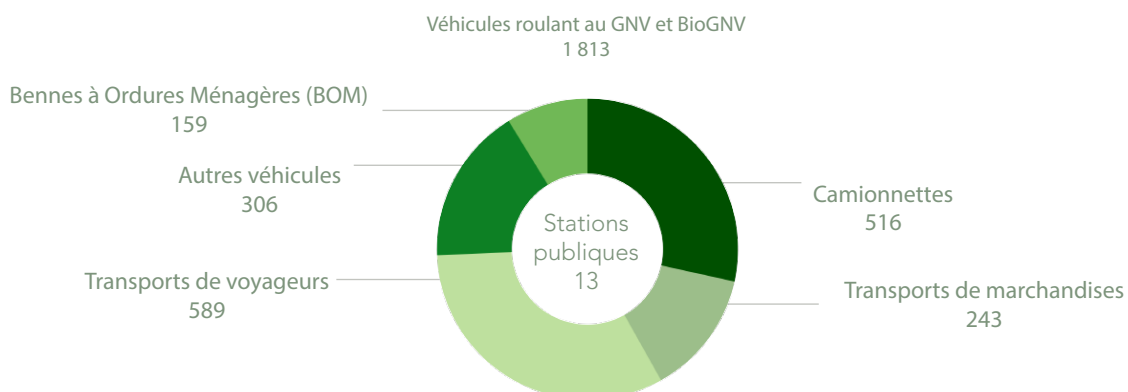


6 unités de méthanisation injectent 76 GWh de biométhane par an dans le réseau de distribution exploité par GRDF, soit l'équivalent de la consommation annuelle en gaz d'environ 19 000 logements neufs ou de 315 bus roulant au bioGNV.

Perspectives

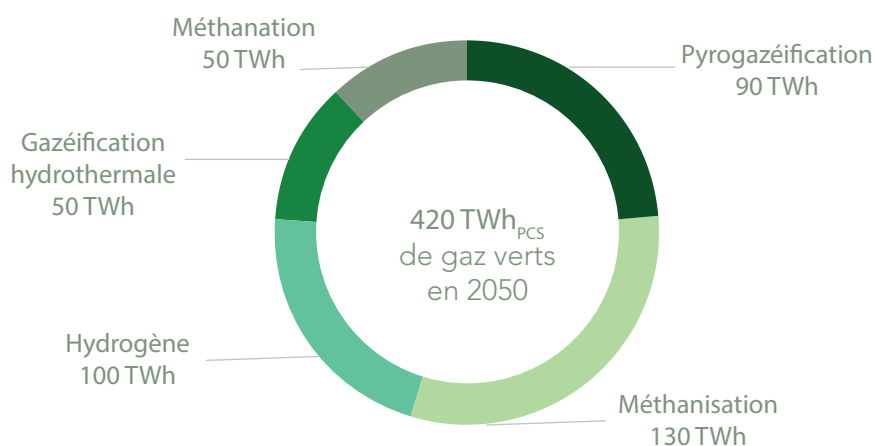
Au-delà des installations en service, près de 40 projets de méthanisation sont à l'étude sur la région, représentant un potentiel d'injection correspondant au chauffage de 230 000 logements neufs à l'horizon 2028.

La mobilité au GNV et BioGNV en région Provence-Alpes Côte-d'Azur



Les nouvelles filières de production de gaz verts en France

Potentiel de production de gaz verts en France en 2050



La filière estime à 420 TWh le potentiel réaliste de production de gaz verts à horizon 2050. Dans les scénarios de perspectives publiés récemment, la demande de gaz pourrait être comprise entre 300 TWh et 350 TWh en France d'ici 2050.

Source : GRDF, GRTgaz



Le potentiel de production de gaz verts en France est largement supérieur à ce niveau de consommation

Pour en savoir plus :

<https://act4gaz.grdf.fr/fiche-presse-gaz-verts-vers-un-mix-gazier-100-renouvelable-en-2050>

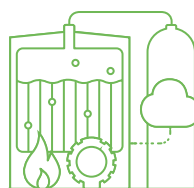
Les expérimentations régionales sur les autres filières de production de gaz verts #Innovation

Plusieurs innovations régionales en cours d'expérimentation



Pyrogazéification

49 projets sont en cours en France. Dont le démonstrateur GAYA à Saint Fons (69) qui produit du gaz de synthèse par pyrogazéification à partir de résidus de bois et de CSR (Combustibles Solides de Récupération) depuis 2020 et Green gas Provence à Istres.



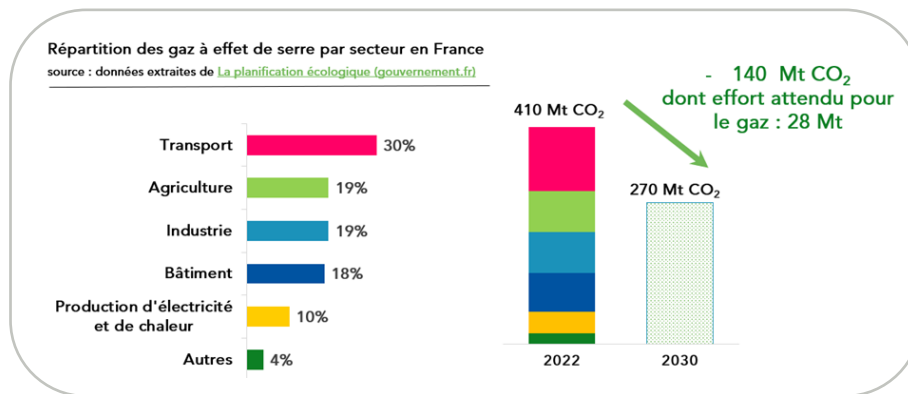
Gazéification hydrothermale

2 projets pilote en France dont le CEA Liten à Grenoble (38). A noter une étude de faisabilité est en cours avec la communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins.

Les gaz verts « MadelInFrance », atouts majeurs pour réussir la décarbonation de l'économie régionale

Avec la montée en puissance des gaz renouvelables, la France dispose d'une opportunité formidable pour accroître sa souveraineté énergétique et industrielle, tout en décarbonant son économie.

Le gouvernement a fixé les grandes lignes directrices de la « planification écologique ». Pour atteindre ses objectifs, la France doit réduire ses émissions de gaz carbonique d'un peu plus d'un tiers d'ici à 2030, soit de 140 millions de tonnes.



Nous partageons cette vision et des solutions existent !

Notamment dans le bâtiment, dans l'industrie ou encore la mobilité :



Une forte réduction des consommations via une amélioration de l'efficacité énergétique ;



Une sobriété renforcée par le contexte énergétique inédit de 2022 et qui devra s'inscrire dans la durée ;



Une dynamique des gaz verts qui nécessite un soutien renforcé pour sécuriser la rentabilité des futurs projets.



Grâce à un travail sur l'efficacité énergétique, la sobriété et au développement des gaz verts, le gaz pourrait contribuer à la réduction de **37 millions de tonnes de CO₂** évités à horizon 2030, soit plus de **25 % des efforts de décarbonation** de la France en 2030

Témoignage

Décarbonation de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur grâce aux gaz verts



Olivier Bresson

Directeur Adjoint Clients Territoires

Arrivé le 1er janvier 2022 et basé à Aix-en Provence, Olivier Bresson, directeur adjoint de GRDF en région Sud-Est, en charge de la région PACA fait le point sur les grands enjeux du gaz vert sur une région qui mise sur l'innovation et les gaz verts pour contribuer efficacement à la décarbonation du territoire régional.

Pouvez-vous nous expliquer quel est concrètement votre rôle et celui de vos équipes au quotidien en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

Notre travail consiste à aider nos parties prenantes, institutionnelles, politiques et économiques, à verdir leur mix énergétique et à réduire leurs émissions de CO₂, en améliorant l'efficacité énergétique de leurs installations, et en substituant progressivement le gaz naturel par du gaz vert. Au quotidien, nous sommes en lien avec l'ensemble des acteurs de la région pour expliquer, apporter notre expertise et faire aboutir les projets des collectivités et des industriels.

Ce travail passe par un contact permanent, un maillage du territoire et un accompagnement technique de ces différentes parties prenantes pour développer la production et la consommation de gaz renouvelable dans la région et contribuer à l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le bâtiment et l'industrie en réduisant à la fois les consommations de gaz et les émissions de CO₂.

Pensez-vous que le gaz et notamment le gaz vert ne sont-ils pas assez intégrés dans les réflexions menées en matière de décarbonation par les élus et les industriels ?

C'est un fait, l'électrification

des usages et le nucléaire ont une place prépondérante en France. Mais gardons à l'esprit que le gaz, c'est aujourd'hui 20 % de l'énergie consommée en France, 50 % de l'énergie utilisée pour chauffer les logements, une énergie fiable, stockable, et sans intermittence. Une énergie dont on ne saurait se passer.

Par ailleurs, la méthanisation représente déjà une production importante de gaz vert, avec à ce jour 555 installations en France qui permettent, à partir de déchets organiques, de chauffer l'équivalent de 2,5 Millions de logements neufs. Biométhane qui est également utilisé comme carburant (BioGNV) par de très nombreuses collectivités pour le transport voyageurs et par des entreprises de transport de

« Nous souhaitons montrer que le gaz et le gaz vert particulièrement ont toute leur place dans la stratégie de décarbonation de notre territoire »

marchandises. 35 000 véhicules roulent au GNV-BioGNV sur le territoire national.

Le gaz vert est la seule énergie renouvelable aujourd'hui en avance sur la planification de l'Etat. Et nous pouvons faire plus, notamment ici en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Notre travail consiste donc à montrer par l'exemple que le gaz vert est une des solutions de décarbonation, et que la réussite de la transition énergétique de notre territoire devra l'inclure.

Quelle est la situation en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

La dynamique est enclenchée et nous comptons bien rattraper rapidement les Régions les plus

productrices de gaz verts. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le développement a démarré via la production de gaz vert à partir des boues de stations d'épuration, un process mature qui a permis en 2022 d'injecter 76 GWh de gaz vert dans le réseau, permettant de chauffer 19 000 logements neufs de la Région.

6 installations sont en fonctionnement à Sormiou, Aix La Pioline, Fréjus, Avignon, Cagnes sur Mer et Apt.

Au-delà des installations en service, près de 40 projets de méthanisation sont à l'étude sur la région, représentant un potentiel d'injection correspondant au chauffage de 230 000 logements neufs à l'horizon 2028.

Deux projets méritent d'être mis en valeur et montrent la capacité d'innovation des acteurs agricoles de notre région :

- Avec les vignerons de la Sainte Victoire, au travers du projet INTERVIGNES, nous allons développer la méthanisation sur ce secteur agricole avec un couvert végétal entre les vignes pour permettre d'alimenter un méthaniseur. Lancée à Puylobier au cœur des vignobles Côte de Provence Sainte-Victoire, cette expérimentation va permettre l'étude des impacts de couverts implantés en inter-rangs de vignes sur la biodiversité, l'érosion de la terre, le stockage de carbone organique dans les sols et la réduction de l'usage de produits phytosanitaires, avec un objectif en ligne de mire : valoriser ces cultures en les méthanisant, pour qu'elles puissent contribuer à la transition agroécologique et à l'indépendance énergétique du territoire.

- Nous travaillons également avec le syndicat national des fabricants de produits aromatiques, Prodarom dans le but de valoriser les déchets générés par le secteur de la parfumerie. Les drèches issus de l'extraction ou de la distillation des plantes aromatiques ainsi que les effluents (eaux usées) constituant un gisement de matière organique méthanisable.

D'autres axes de développement de gaz vert existent-ils dans la région ?

Le processus de méthanisation permet de transformer en gaz tous les déchets organiques. Aussi, au-delà des déchets agricoles, ce sont en particulier les biodéchets et la part fermentescible des ordures ménagères qui constituent un réservoir important de gaz vert dans notre région.

En effet, les métropoles de notre région sont des sources de production de biodéchets importantes et nous travaillons avec les collectivités à leur valorisation pour produire du gaz vert via la méthanisation. Notre rôle est de les accompagner dans la réflexion et la mise en place de méthaniseurs territoriaux. C'est un axe fort de développement pour les 5 ans à

venir quand on sait, par exemple qu'une installation pourrait produire la consommation de plusieurs milliers de logements à Marseille.

Autre axe de développement, et c'est là que notre région a une carte à jouer, les nouvelles voies de production de gaz vert.

L'innovation est un levier fort pour l'avenir. En effet, prochainement, on pourra également produire du gaz vert par pyrogazéification en utilisant des déchets de bois, et le potentiel

« Doubler en 2023 la consommation de gaz vert sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est notre objectif principal »

est très important (40 000 tonnes/an). Nous accompagnons un projet à Istres qui pourrait injecter dans les réseaux dès 2026. Et nous travaillons avec la Région et l'ADEME à préciser le potentiel existant sur notre territoire pour produire ce type de gaz vert. Autre source de gaz vert, la Gazeification hydrothermale réalisée à partir d'effluents liquides (boues d'épurations, effluents industriels). Nous avons engagé une réflexion avec l'agglomération de Cannes Pays de Lérins pour étudier la mise en place d'une installation sur la station d'épuration avec

un horizon d'injection en 2026. Enfin, GRDF, distributeur de gaz, sera naturellement un acteur de l'hydrogène en région. Nous allons expérimenter l'exploitation d'un réseau de distribution d'hydrogène et concevoir un démonstrateur avec une canalisation reliant un producteur d'hydrogène et un utilisateur industriel et ce très prochainement.

Si vous aviez une ambition pour cette année 2023, quelle serait-elle ?

En 2023, mes équipes et moi-même allons poursuivre ce travail de fond de pédagogie et de conviction pour montrer que le gaz et le gaz vert particulièrement

ont toute leur place dans la stratégie de décarbonation de notre territoire. Je souhaite engager GRDF comme un fer de lance de l'innovation en matière de production de gaz renouvelable. Le territoire s'y prête avec des zones industrielles et portuaires comme Fos par exemple avec des enjeux de décarbonation fort.

Doubler en 2023 la consommation de gaz vert sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est notre objectif principal.

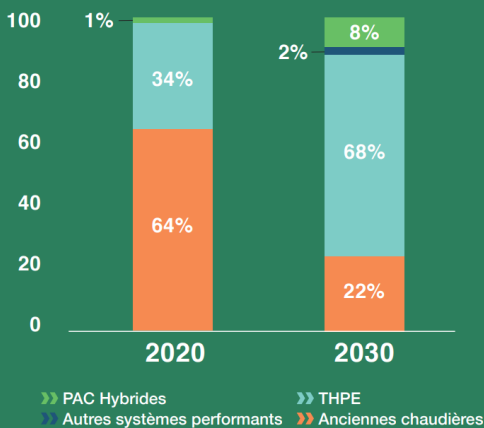
Les gaz verts « MadeInProvence-Alpes-Côte d'Azur », atouts majeurs pour réussir la décarbonation de l'économie

La filière du bâtiment

La gaz occupe une place prépondérante dans le secteur du bâtiment en région : une maison sur trois, un appartement sur deux, et près de la moitié des surfaces des bâtiments tertiaires sont actuellement chauffés au gaz.

Une baisse de 30 % des consommations de gaz dans les bâtiments en 2030 est à portée de main grâce à 4 leviers immédiatement actionnables en région associés à une politique volontariste de rénovation :

Évolution de la répartition des systèmes de chauffage au gaz dans le parc résidentiel installé



- Remplacement du parc des anciennes chaudières par des chaudières THPE (Très Haute Performance Energétique) pour un gain immédiat de 30 % d'économie de consommation, de coût et d'impact carbone ;
- Déploiement de la pompe à chaleur hybride (association de la PAC élec & chaudière gaz THPE). La PAC hybride permet de réduire les émissions de CO₂ (équivalent à la PAC élec) et d'apporter de la flexibilité au réseau électrique ;
- Actions de sobriété : compteur communicant déployé à 93,7 % en région et accompagnement renforcé des clients lancé depuis octobre 2022 ;
- La consommation de gaz verts : tous les équipements sont compatibles avec le gaz vert. Déjà plus de 19 000 logements, soit 47 500 habitants de Provence-Alpes Côte-d'Azur en bénéficient.



En Provence-Alpes-Côte d'Azur, ces différents leviers pourraient permettre une baisse de 30 % des consommations dans le secteur du bâtiment et donc 30 % des émissions de CO₂ associées pour atteindre 9,4 TWh en 2030.

Témoignage

Décarbonation dans le secteur du logement et du bâtiment : quels enjeux pour Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

Jean-Philippe Banzé

Délégué marché d'affaires
GRDF Sud-Est



Quels sont les grands enjeux en matière de décarbonation dans le secteur du BTP et du logement ?

En la matière, les enjeux sont nombreux et pour tous les acteurs du bâtiment, promoteurs, bailleurs, constructeurs, entreprises générales, collectivités, maîtres d'œuvre, exploitants, et ce, quelle que soit la destination de ce bâtiment (résidentiel ou tertiaire).

La performance et la maîtrise énergétiques sont un des piliers de la transition écologique et les besoins sont immenses tant sur le neuf que sur l'ancien. La volatilité des prix de l'énergie conjuguée à de nouvelles réglementations ne fait que renforcer le questionnement de toutes nos parties prenantes. A ce titre, GRDF reste un partenaire historique ancré dans l'écosystème bâtementaire.

Notre mission de service public nous permet d'exploiter un réseau, propriété des collectivités locales, un bien commun au service de l'intérêt général. Et c'est à travers cette mission, que nous accompagnons les territoires vers plus de sobriété, de performance mais aussi en collectant et acheminant une part grandissante d'énergie renouvelable.

Quel est le rôle de GRDF sur le territoire ?

Par exemple, dans le secteur du logement, nos équipes sont au quotidien sur le terrain pour aller à la rencontre des promoteurs, des bailleurs sociaux, des syndicats de copropriété ... Notre objectif est de leur apporter notre expertise sur les solutions gaz, innovantes et performantes telles que l'hybridation des équipements, pour consommer moins, mieux, la meilleure énergie pour un bon usage. Nous pouvons les mettre en relation avec des experts selon les domaines identifiés tels que des bureaux d'étude, des fabricants de matériels, des installateurs... Nous ne nous substituons pas à ces acteurs mais nous apportons notre regard d'opérateur, gratuit et non discriminant sur ces questions d'efficacité énergétique.

Mais nous pouvons aller plus loin, en abordant des sujets d'ingénierie contractuelle, de mécanismes d'achat d'énergie notamment pour leur faciliter l'accès au gaz renouvelable.

Le gaz renouvelable est-il aujourd'hui une énergie identifiée comme une alternative crédible et efficace dans ces secteurs du bâtiment ?

Les mentalités évoluent positivement sur ce sujet. Notre mission est de leur faire connaître tous les atouts du gaz renouvelable, en particulier en

« Notre objectif est de leur apporter notre expertise sur les solutions gaz, innovantes et performantes telles que l'hybridation des équipements, pour consommer moins, mieux, la meilleure énergie pour un bon usage »

valorisant l'impact carbone de cette énergie (10 fois inférieur à celui du gaz naturel), tout en conservant la souplesse du réseau et la performance au plus près du lieu de consommation.

Pour illustrer ce point, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, de nombreuses opérations immobilières plébiscitent le choix d'un mix énergétique 100 % renouvelable dans les bâtiments neufs et existants : 100 % d'électricité verte pour les usages spécifiques tels que l'éclairage, électroménager, multimédia..., et 100 % de gaz vert pour les usages de chauffage et production d'eau chaude sanitaire, ou en hybridation de solutions thermodynamiques.

En exploitant et en optimisant le potentiel des réseaux publics vecteurs d'énergies renouvelables et de décarbonation, ce choix limite les dépenses en amont (infrastructures de production centralisées ou décentralisées, ou de renforcement pour délivrer une puissance nécessaire). En aval, dans une même logique d'optimisation des dépenses, il limite le recours aux technologies inaccessibles d'un point de vue fonctionnel (par difficulté technique d'intégration dans les

bâtiments neufs et existants) et financier au profit de systèmes robustes éprouvés.

Quand nous le pouvons d'ailleurs, nous n'hésitons pas à inviter nos clients à venir à la rencontre des producteurs (les agriculteurs notamment) pour faire le lien entre ceux qui produisent et ceux qui consommeront. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, certains bailleurs jouent déjà la carte du gaz vert comme Habitat Marseille Provence qui s'approvisionne en gaz renouvelable produit à Sormiou.

D'autres enjeux émergent-ils aujourd'hui ?

Le changement de paradigme est profond car les projets immobiliers ne s'appréhendent pas que sur la durée de construction du projet mais sur toute la durée de vie du bâtiment, de sa conception à sa destruction (ou restructuration), c'est-à-dire environ 50 années.

A cela s'ajoute le contexte d'instabilité lié à l'empilement de crises (sanitaires, climatiques, inflation etc ...) et à la mise en œuvre de réglementations complexes qui, concomitamment, fragilisent le secteur de la construction.

Nous pensons que dans ce moment de transformation profonde de nos modèles, il n'y a pas de solutions uniques à imposer aux acteurs. Au contraire, la meilleure réponse passera par plus de rationalité dans les réflexions, menées au plus près des territoires et avec un maximum de circularité (car nos ressources sont limitées). Il y a une réelle prise de conscience qu'il faut réformer nos systèmes énergétiques, mais pour cela, il faut résoudre un trilemme complexe : avoir une énergie disponible, abordable et durable. Dans cette équation, nous sommes convaincus, à l'instar de nos parties prenantes, que le gaz vert aura un rôle majeur à jouer, comme un outil de décarbonation, robuste, accessible et performant.



Établissement public d'aménagement et de développement, EPAD Ouest Provence a pour mission d'aménager des zones d'activités, d'habitations ou des espaces publics pour le compte des collectivités locales, sur le territoire « Istres Ouest Provence ».

Quels sont les grands enjeux auxquels vous êtes confrontés aujourd'hui dans votre activité d'aménageur en matière de décarbonation ?

En tant qu'aménageur, nous sommes des acteurs de terrain et à ce titre, nous devons participer à la transition énergétique de notre territoire situé à l'ouest de l'étang de Berre et, ce dès la conception de nos projets.

Du choix de nos projets aux procédés de travaux que nous allons mettre en place, nous devons réfléchir aux solutions à moindre impact sur l'environnement.

Les cadres réglementaires sont aujourd'hui contraignants dans ce domaine sur des sujets comme les coulées bleues, les coulées vertes, la

conservation des espaces naturels, la protection des espèces ... et nous allons parfois même au-delà des principes ! Le curseur est de plus en plus élevé et nous nous devons d'adapter nos pratiques et nos projets comme en zone de Crau avec des solutions permettant d'assurer un maximum d'infiltration de l'eau de surface dans la nappe phréatique de la Crau par des aménagements techniques et paysagers spécifiques.

Pouvez-vous nous illustrer cet engagement par un exemple concret en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

« Cela permettra in fine aux habitants de faire le choix du gaz renouvelable en provenance notamment de sites de valorisation des déchets et participer, à leur échelle, à cet effort de décarbonation »

Un exemple de cette démarche engagée est pour moi celui du quartier résidentiel de Fanfarigoule à Fos-sur-Mer.

Cette opération sur une surface de 4ha accueillera dans les années à venir 120 logements collectifs sur 14 bâtiments engagés sur le Mix-énergétique (Gaz et électricité), 10 maisons en bande pouvant être alimentées en

gaz et 36 lots individuels. 80 % des parcelles sont aujourd'hui vendues et les constructions sont en cours.

Nous avons travaillé sur ce projet avec GRDF pour pousser les promoteurs à utiliser le gaz pour le chauffage et la production d'eau chaude sur les logements collectifs en utilisant le réseau de gaz qui permettra in fine aux habitants de faire le choix du gaz renouvelable en provenance notamment de site de valorisation des déchets et participer, à leur échelle, à cet effort de décarbonation.

À mon sens, c'est également un argument supplémentaire des promoteurs pour convaincre à la fois les élus et les acquéreurs.

Ce travail nous l'avons mené depuis plusieurs années avec GRDF avec qui nous avons visité un site de méthanisation dans une conserverie de fruits confits dans le Vaucluse et ce projet est aujourd'hui un bel exemple reproductible à l'avenir, j'en suis convaincu et notamment sur nos projets tertiaires sur des sites qui accueillent des cuisines collectives ou des brasseries au fort besoin en énergie.

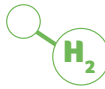
La filière de l'industrie

70 % des procédés thermiques industriels ne pourront pas être électrifiés avant 2035, voire au-delà, d'où la nécessité d'avoir des équipements industriels au gaz toujours plus performants.

Des solutions sont d'ores et déjà disponibles pour accompagner la décarbonation de l'industrie :



Remplacer ses anciens équipements : des brûleurs nouvelles générations génèrent 60 % d'économie d'énergie ;



Avoir recours aux gaz verts, tels que le biométhane et l'hydrogène bas-carbone ;



Améliorer les rendements des process industriels : valorisation de chaleur fatale (potentiel de 109,5 TWh) ;



Capter, stocker et valoriser le CO₂.



En Provence-Alpes-Côte d'Azur, ces différents leviers pourraient permettre une baisse de 30 % des consommations dans le secteur de l'industrie et donc 30 % des émissions de CO₂ associées pour atteindre **7,6 TWh en 2030**



Témoignage

Industrie décarbonnée : quels enjeux pour Provence-Alpes Côte d'Azur ?

Etienne Richon

Chef de marché Industrie et
Mobilité GNV et BioGNV
GRDF Sud-Est



Quels sont les grands enjeux en matière de décarbonation dans le secteur industriel ?

Les industriels doivent à la fois assurer la performance technico-économique de leur production et réduire l'empreinte carbone de leur activité. Ce dernier point est désormais un objectif prioritaire pour tous. L'enjeu, et aussi la complexité, réside donc dans le maintien et l'amélioration d'un outil de production, tout en visant une ambition forte en matière de réduction carbone. Les industriels sont par ailleurs soucieux de maîtriser globalement leur impact environnemental (économie des ressources, qualité de l'air...), de contribuer à l'économie circulaire de leur territoire (recyclage, valorisation de leur coproduits), et de maîtriser leur image par une politique RSE qui reflète le sens de leur engagement et de leurs valeurs. Les investisseurs, clients ou fournisseurs regardent aujourd'hui avec attention ces éléments clés pour orienter leur choix. Dans leur stratégie énergétique, les industriels sont donc sur une ligne de crête. Et c'est là que le vecteur gaz a une carte à jouer avec des solutions matures pour les process, des technologies performantes, de plus en plus innovantes et qui répondent bien aux enjeux de maîtrise de l'énergie. Enfin, le développement rapide des gaz renouvelables vient confirmer l'intérêt d'utiliser ce vecteur énergétique comme outil de décarbonation.

Comment intervenez-vous auprès de ces clients sur ces sujets où l'énergie est centrale ?

Nous allons tout simplement sur le terrain à leur rencontre et leur proposons une approche globale en matière de maîtrise de l'énergie. De la phase de diagnostic, à la réalisation d'études sur les leviers d'efficacité énergétique, d'hybridation, de flexibilité, etc. nous apportons notre expertise pour optimiser leur process, mieux et moins consommer d'énergie, et

mettons à leur disposition notre réseau de partenaires, acteurs clés de la transition énergétique.

Bénéficiant de la notoriété de GRDF et de son esprit de service public, mes collaborateurs ont accès à un grand nombre d'interlocuteurs et de décideurs dans les entreprises, qui à leurs dires, apprécient notre accompagnement et nos conseils, spécialement en ces périodes de crise dans le domaine de l'énergie. S'intéresser à leurs enjeux, leurs besoins, et apporter un éclairage nouveau sur le gaz, leur permet de faire des choix plus éclairés et pérennes.

Notre système gazier fait sa révolution pour mieux coller aux enjeux de Transition, et nos clients industriels attendent beaucoup

« Faire avancer la filière des gaz renouvelables dans notre région, déployer un mix énergétique décarboné et soutenable, sont des leviers indispensables pour réussir la transition et gagner en souveraineté énergétique »

de cette mutation. Notre posture de conseil et nos multiples leviers d'accompagnement sont précieux pour appuyer leur propre démarche de transformation.

Qu'apporte l'alternative gaz vert dans ces réflexions ?

Les industriels veulent avancer efficacement vers la neutralité carbone. Ils s'inscrivent pour cela dans des programmes ambitieux, des initiatives environnementales qui sanctionnent leur engagement et les poussent à accélérer. Contraints également par des obligations réglementaires, que se soit les systèmes de quotas carbone ou les plans de transition issus de leur Bilan Carbone, ils sont soucieux de faire des choix cohérents, rentables et qui les inscrivent dans le long terme. En cela, le gaz vert en réseau est une réponse extrêmement efficace, résiliente et compétitive, qui apporte tout à la fois sécurité d'approvisionnement et levier de

décarbonation. Avec le gaz vert, vous réduisez globalement de 80 % vos émissions de CO₂ par rapport au gaz naturel, voir même de 99 % sur le scope 1 des émissions directes, et vous valorisez votre action dans les grands standards internationaux, tout en pérennisant votre outil de production et ses performances associées.

Enfin, dans une perspective d'ancrage territorial, la méthanisation et les nouveaux procédés de production de gaz renouvelables sont également des voies de valorisation des coproduits industriels qui impliquent les entreprises dans l'économie circulaire de leur territoire et la création d'emplois locaux.

Ces atouts conduisent d'ailleurs les industriels à regarder de près les Biogaz Purchase Agreement, équivalent du dispositif bien connu sur le marché de l'électricité renouvelable, marqueur fort d'une décarbonation engagée sur le long terme.

Quelles perspectives pour 2023 ?

Dans la perspective de l'hiver prochain, les grands enjeux de sobriété et de maîtrise des consommations vont rester au cœur des orientations énergétiques des entreprises, qui ont été des parties prenantes très engagées sur la période écoulée. Nous allons continuer à accompagner ce mouvement, car notre mission de service public nous oblige à trouver avec nos clients industriels des solutions pour diminuer la tension énergétique et consolider la résilience du système global. Faire avancer la filière des gaz renouvelables dans notre région, déployer un mix énergétique décarboné et soutenable, sont des leviers indispensables pour réussir la Transition et gagner en souveraineté énergétique. Les exemples d'industriels engagés sur les gaz vert se multiplient, et le témoignage de leaders implantés en Provence-Alpes-Côte d'Azur comme Arkema doivent être soutenus et valorisés.

Témoignage

Décarbonation dans le secteur de l'industrie

Loïc De Bergh

Directeur des Achats
Matières et Énergies au
sein du Groupe Arkema



Quels sont les grands enjeux en matière énergétique pour un groupe comme Arkema ?

L'enjeu est double pour réussir notre trajectoire de décarbonation : à la fois, améliorer l'efficacité énergétique de nos process et réduire l'empreinte carbone de nos produits en développant des matériaux utilisant le moins de ressources possibles.

Cette trajectoire énergétique, le groupe l'a engagée depuis de nombreuses années déjà puisque nous n'utilisons plus de charbon et de fioul et que nous avons mis en œuvre 3 solutions complémentaires adaptées à nos différents sites : le remplacement des chaufferies fioul par de la biomasse, le développement de l'électrification bas carbone et bien sûr des solutions au gaz bas carbone (biométhane et hydrogène).

Dans ce mix, quelle est la place du gaz bas carbone ?

Aujourd'hui, la chaleur produite sur nos sites de production

est assurée au 2/3 par le gaz.

Pour aller plus loin dans notre démarche, nous nous sommes engagés avec Engie sur la fourniture de de 300 GWh/an de biométhane renouvelable (15 % de notre approvisionnement en gaz).

Il s'agit de l'un des plus importants contrats privés de biométhane

« L'enjeu est double pour réussir notre trajectoire de décarbonation : à la fois, améliorer l'efficacité énergétique de nos process et réduire l'empreinte carbone de nos produits en développant des matériaux utilisant le moins de ressources possibles »

en Europe à ce jour. Ce contrat de fourniture appelé BPA (Biogaz Purchase Agreement) nous offre la certitude d'avoir un accès à une énergie renouvelable avec un prix négocié sur une certaine durée. Bien évidemment cela a un coût, mais le groupe a fait ce choix car il crée une boucle vertueuse avec les territoires et notamment les agriculteurs qui produisent le biométhane, mais aussi avec nos clients qui

sont aujourd'hui demandeurs de matériaux décarbonés entrant dans la composition de leurs produits. Pour cela, 17 méthaniseurs ont été choisis sur le territoire pour alimenter le contrat.

Marseille est pour vous un site pionnier et exemplaire à ce sujet ?

En effet, Saint-Menet à Marseille qui produit des gammes bio-sourcées de haute performance de polyamide 11 Rilsan® et d'élastomères Pebax® Rnew® est un site clé. Ce contrat nous permet d'atteindre plus de 50 % de gaz vert dans notre consommation totale de gaz sur le site dès maintenant. Cela nous

permettra de fabriquer des produits presque totalement biosourcés tant au niveau des matières premières (l'huile de ricin pour produire le polymère) que sur le plan énergétique avec l'énergie utilisée dans le process de production (le gaz vert). Un avantage concurrentiel fort et une avancée majeure en matière de décarbonation.

La filière de la mobilité

Dans le secteur de la mobilité, le BioGNV est une solution de décarbonation plébiscitée par les transporteurs et les collectivités, une solution disponible immédiatement pour le transport qu'il soit routier ou ferroviaire.

Les atouts du BioGNV sont nombreux :



Un contenu carbone réduit de plus de 80 % par rapport au diesel ;



Qualité de l'air : Le GNV et BioGNV apporte une réduction significative des émissions de polluants locaux par rapport aux normes (particules fines et NO_x) ;



Les véhicules qui roulent au GNV et bioGNV bénéficient tous de la vignette Crit'Air 1, qui autorise à circuler lors des pics de pollution et dans les Zones à Faible Émission (ZFE) ;



Les moteurs ont un impact réduit en termes d'odeur, de fumées et de bruit.



Témoignage

Décarbonation dans le secteur de la mobilité

Etienne Richon

Chef de marché Industrie et Mobilité GNV et BioGNV GRDF Sud-Est



Quels sont les grands enjeux en matière de mobilité décarbonée en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

La nécessaire décarbonation des transports associée aux grands enjeux d'amélioration de la qualité de l'air des métropoles du Sud, renforcent l'intérêt et le sens de notre action régionale. Avec l'équipe d'ingénieurs d'affaires, notre mission sur ce territoire est prioritairement d'accompagner les porteurs de projets publics et privés de stations GNC qui se structurent autour du réseau de gaz. En parallèle, nous accompagnons de notre expertise l'ensemble de l'écosystème (transporteurs, fédérations professionnelles, collectivités organisatrices de la mobilité) pour accélérer la transition énergétique dans le transport avec une solution qui répond aux enjeux sanitaire et climatique : le bioGNV.

Dans un contexte économique plus difficile, la complexité des choix à opérer en matière de transition nous oblige à une présence terrain et une proximité relationnelle forte pour conseiller les décideurs et promouvoir une réflexion globale de mixité énergétique qui s'inscrit dans une vision d'avenir pour Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Pour soutenir cette dynamique, nous avons par exemple, en partenariat avec la Région Sud et l'ADEME, mis en place un appel à projets Mobigaz, qui a pour objectif de soutenir l'achat de véhicules bioGNV et de favoriser la création de 10 nouvelles stations GNV sur la région, pour répondre au besoin de densification du maillage.

Concrètement, où en sommes-nous sur la région ?

En particulier depuis 3 ans, nous constatons une réelle

dynamique sur le quart Sud Est, avec une vingtaine de stations raccordées à notre réseau, mises en service chaque année. C'est 3 à 4 fois plus que par les années passées. Et cette dynamique s'est maintenue malgré les crises successives (Covid, post-Covid et conflit ukrainien) qui ont eu un impact fort sur le prix du gaz.

Aujourd'hui, ce sont 35 000 véhicules roulant au GNV en France et 5 000 nouveaux véhicules immatriculés chaque année. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce réseau de stations est en cours de déploiement, notamment autour des métropoles de Marseille, Toulon et Nice qui accélèrent sur la mise en place des ZFE mobilité.

« Notre objectif est un doublement de l'offre dans les 3 ans, avec l'ambition de continuer à densifier le maillage des zones urbaines et mais aussi périurbaines pour alimenter le trafic efficacement »

Notre objectif est un doublement de l'offre dans les 3 ans, avec l'ambition de continuer à densifier le maillage des zones urbaines et mais aussi périurbaines pour alimenter le trafic efficacement.

Plus précisément, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur compte aujourd'hui une quinzaine de stations publiques, répartis dans les Bouches-du-Rhône à Bouc Bel Air, Fuveau, Arles, dans les Alpes Maritimes à Nice, dans le Var à La Garde ou Puget, ou dans le Vaucluse à Avignon, etc. Mais ont vu aussi le jour une trentaine de stations privées chez des acteurs très engagés comme les Transports Besson, Jacky Perrenot, l'entreprise Bonifay, les acteurs de la collecte des déchets (Pizzorno...), ou du transport de voyageurs (Galéo...).

La mobilité lourde est un marché émergent et dynamique, mais quelles sont les atouts du GNV et du bio GNV sur ce marché ?

Si les récentes crises sur la volatilité des prix ont généré un peu d'immobilisme ou d'attentisme dans la Transition, le marché du gaz s'est convenablement stabilisé et le bioGNV a retrouvé sa compétitivité vis-à-vis du diesel. La dynamique de croissance semble ainsi être de retour, à l'heure où la question économique est centrale dans les choix à opérer en matière de transformation.

La mobilité lourde au GNV et bioGNV reste perçue comme une alternative majeure aux carburants classiques notamment grâce à la maturité des solutions et de la filière, l'accessibilité des coûts des véhicules et d'exploitation, la profondeur de l'offre et sa qualité, minimisant l'impact sur l'activité des entreprises et donc le risque de changement.

Par ailleurs, la généralisation des ZFE dans toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants représente un levier supplémentaire pour le développement de cette énergie.

Donc si nous voulons aller chercher des réductions drastiques de polluants et de gaz à effet de serre il faut nous diriger rapidement vers les énergies alternatives et la solution GNV et BioGNV est aujourd'hui disponible et compétitive. Adapter le maillage de stations à cette nouvelle donne, c'est notre travail au quotidien, avec l'ensemble de l'écosystème partenarial (filiale, transporteurs, concessionnaires, collectivités) pour offrir une solution soutenable, durable et résiliente sur notre territoire.

Témoignage

Décarbonation dans le secteur de la mobilité



Philippe Roth

Gérant
Colis Route Express

Basée à Lançon de Provence depuis 1988, cette société familiale est spécialisée dans la distribution régionale en porteurs frigorifiques (45 salariés, 35 véhicules). Elle intervient prioritairement sur le grand quart sud-est et a été récemment primée aux trophées nationaux EVE (Engagement Volontaire pour l'Environnement), portés par l'ADEME, Eco CO₂ et les formations professionnelles, pour ses performances en matière de diminution d'émissions de gaz à effet de serre.

La question énergétique, opportunité ou réelle stratégie d'entreprise ?

Bien évidemment, comme toute entreprise du secteur des transports, l'énergie est au cœur de nos préoccupations quotidiennes et celles de nos clients qui sont des grands groupes comme Carrefour, Stef ou GXO.

Notre stratégie, en la matière, se calque sur leur stratégie groupe. Cette politique énergétique, nous la déployons depuis plusieurs années chez Colis Route Express avec dès avril 2020, la mise en service d'un premier véhicule au GNV. Aujourd'hui, notre flotte est composée de 35 véhicules en

grande majorité de 19 ou 26 tonnes et la part des véhicules au GNV s'élève à près de 30 % aujourd'hui, (11 sur 35 exactement).

Nous nous appuyons, pour nos approvisionnements sur le réseau de stations qui est aujourd'hui bien organisé sur le territoire avec des stations à Arles, Saint-Martin de Crau, Puget, Plan d'Orgon, Bouc Bel Air, Fuveaux, Aix, Nîmes ... Un maillage suffisant pour couvrir le grand quart

« Aujourd'hui, notre flotte est composée de 35 véhicules en grande majorité de 19 ou 26 tonnes et la part des véhicules au GNV s'élève à près de 30 % aujourd'hui »

sud-est.

Quels sont les avantages du GNV dans votre activité ?

C'est une énergie écologiquement propre notamment avec le bioGNV mais également économiquement intéressante avec un coût kilomètre rentable et des coûts d'exploitation intéressants malgré le surcoût du prix du camion.

Ces véhicules sont fiables avec des moteurs gaz qui ont fait leur preuve. On a, par ailleurs, équipé nos véhicules d'équipements de suivi de consommation de carburants et formé nos chauffeurs à l'éco conduite pour maîtriser au mieux les consommations.

Quelles sont les ambitions pour l'avenir ?

Nous souhaitons poursuivre cette stratégie mais restons, aujourd'hui, vigilants du fait du contexte global et des tensions sur l'énergie, mais aussi des décisions de nos clients dans leur trajectoire énergétique. Concrètement, nous attendons de connaître leur stratégie pour nous engager sur d'autres véhicules au gaz. Les nouvelles technologies ont un coût et c'est un risque pour ceux qui investissent c'est à dire, nous les transporteurs. On se doit en effet d'être prudents notamment en matière de valeur marchande de nos véhicules qui sont remis sur le marché au bout de 7 à 8 ans .

Aujourd'hui la moyenne d'âge du parc est de 3 à 4 ans maximum et nous restons attentifs pour préparer l'avenir de notre flotte.

Témoignage

Décarbonation dans le secteur de la mobilité



Baptiste Vieille

Responsable de la transition énergétique et chargé de maintenance du parc Galéo

Sécialisé dans le transport de voyageurs et les services de mobilité, le groupe Galéo est présent dans le Grand Sud de la France au travers de 10 sociétés dédiées aux activités urbaines, interurbaines, touristiques et occasionnelles avec notamment Ody, dont le siège est situé à Caumont-sur-Durance, près d'Avignon.

La question énergétique, opportunité ou réelle stratégie d'entreprise ?

La question énergétique et plus globalement celle de l'impact de notre entreprise sur l'environnement est une préoccupation portée depuis de nombreuses années, notamment sous l'impulsion de notre président Yves Plessis. Cet engagement se traduit à la fois dans l'investissement sur les équipements et la flotte de véhicules avec un effort particulier sur le GNV mais au-delà, au travers d'une politique RSE très engagée avec par exemple le passage de l'ensemble de la flotte de voitures de direction et d'exploitation à l'électrique et au GNV et un panel d'actions au quotidien pour réduire notre impact global comme le renouvellement des portiques de lavage avec des équipements plus économes et recyclant 70 à 80 % de l'eau.

Concrètement, quelles sont les actions menées dans ce sens ?

Nous avons choisi d'investir dans les énergies alternatives pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et aux attentes de nos clients. C'est ainsi que nous avons développé notre propre réseau de stations GNV dès 2018 à Saint-Péray en Ardèche au siège du groupe, puis à Montélimar en 2019 et en 2021 à Salaise-sur-Sanne et chez Ody à Caumont-sur-Durance en 2021.

Une infrastructure qui nous permet d'avoir aujourd'hui des marges de manœuvre importantes pour l'avenir. Cet investissement n'est pas anodin

« Nous avons choisi d'investir dans les énergies alternatives pour répondre aux enjeux de la transition énergétique et aux attentes de nos clients »

puisque le montant d'investissement moyen est de 300 à 500 K€ par station. Cela nous permet concrètement de charger chaque nuit une flotte de 20 véhicules à Saint-Péray et Caumont et dans la journée des véhicules en charge rapide.

Sur le plan de la flotte, 10 % du parc roule aujourd'hui en énergie alternative (GNV et électrique) soit 70 véhicules en GNV. On choisit l'électrique pour l'urbain à la demande de nos clients comme Framatome à Lyon, mais on développe beaucoup

la flotte GNV car le biométhane, c'est à la fois une réduction significative des émissions de CO₂ (divisées par 5 par rapport au diesel) et l'assurance d'une autonomie équivalente au diesel. Sur le réseau Ody, ce sont 2 véhicules GNV qui tournent sur des lignes régulières comme la 707 -Saint-Remy de Provence - Chateaurenard – Avignon avec plus de 20 arrêts) et 3 minibus qui roulent sur la commune d'Apt en partenariat avec une station GNV propre à la collectivité.

Quel retour d'expériences en faites-vous ?

Même si les investissements sont lourds au départ, ce sont des choix gagnants car le GNV est une énergie facile à maîtriser engendrant peu de problèmes de maintenance et de pannes ou d'accidents. Notre stratégie est donc de poursuivre ce verdissement de notre flotte avec, en 2024, l'augmentation de 10 % de notre flotte en énergie alternative et notamment en GNV.

Pour accompagner ce mouvement nous formons nos conducteurs sur cette technologie aujourd'hui éprouvée et qui offre un réel confort de conduite pour les conducteurs et les passagers. Nous allons même plus loin en proposant des formations aux pompiers par exemple pour les acculturer à ces véhicules.

Contacts presse

GRDF Sud-Est

Christian AUCOMTE
Chargé de Communication Externe GRDF région Sud-Est

06 10 78 44 85
christian.aucomte@grdf.fr

À propos de GRDF :

Principal gestionnaire de réseau de distribution de gaz en France, GRDF distribue, chaque jour, le gaz à plus de 11 millions de clients pour se chauffer, cuisiner, se déplacer, quel que soit leur fournisseur. Pour cela, conformément à ses missions de service public, GRDF conçoit, construit, exploite, entretient le plus grand réseau de distribution d'Europe (205 809 km) dans plus de 9 500 communes, en garantissant la sécurité des personnes et des biens et la qualité de la distribution.

Le gaz est une énergie moderne, disponible, économique, de plus en plus respectueuse de l'environnement. Avec l'essor du gaz vert, un gaz renouvelable produit localement, le réseau gaz est un maillon essentiel à la transition écologique. GRDF s'inscrit comme un partenaire incontournable auprès des collectivités territoriales pour les accompagner vers la neutralité carbone au travers de leurs choix de politiques énergétiques et de mobilité durable.

Pour en savoir plus, retrouvez l'actualité de GRDF sur la plateforme Act4gaz : <https://act4gaz.grdf.fr/>

Agence Plus2sens

www.plus2sens.com
04 37 24 02 58

Carmela Silletti
06 45 69 71 23
carmela@plus2sens.com

François-Pierre Salamand
06 13 06 42 00
fps@plus2sens.com

